

Jean-François Lisée

Le Lys dans le lisier

Jean-Luc Gouin

Numéro 79, été 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/20835ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (imprimé)

1923-3191 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gouin, J.-L. (2000). Jean-François Lisée : le Lys dans le lisier. *Nuit blanche*, (79), 51–54.

Le Lys dans le lisier



Photo : Martine Doyon

Jean-François Lisée

*Rougi du sang de tant de braves. Ce sol jadis peuplé de preux.
Serait-il fait pour des esclaves. Des lâches ou des malheureux ?
Chant patriotique post-1837*

Par
Jean-Luc Gouin

Depuis son retrait des feux (de l'ombre) de la vie politique active, il s'est consacré à la rédaction de *Sortie de secours*¹ dont Bernard Landry, vice-premier ministre du Québec, a tôt dit : « C'est un des ouvrages les plus convaincants sur la souveraineté du Québec que tout souverainiste et tout fédéraliste de bonne foi devraient lire. » Opinion partagée d'emblée par l'auteur des présentes lignes. Sobre, articulé, outillé, informé, Jean-François Lisée n'a rien de l'idéologue, moins encore du doctrinaire et, somme toute et presque

Jean-François Lisée n'est pas un inconnu, ni le dernier venu. Journaliste de talent, auteur prolifique d'ouvrages réfléchis et bien documentés qui ont connu de beaux succès (dont le fameux diptyque *Le tricheur/Le naufrageur* en 1994, chez Boréal), il fut conseiller politique pendant cinq ans, jusqu'en septembre 1999, auprès des premiers ministres québécois Jacques Parizeau et Lucien Bouchard.

curieusement, fort peu du partisan. À dire vrai, on l'imagine plus aisément prêter son soutien à un chef du Parti libéral du Québec (je ne dis pas : l'actuel) que drapé dans le *fleur de lysée* une nuit de Fête nationale. Visiblement homme de cœur, il privilégie tout de même l'argument de raison qu'il aime à fonder sur les faits.

Une réussite qui tient du miracle

Julie, majestueusement, nous observe de très là-haut, Laforest et Voyer font de même depuis l'Everest ou les pôles, Céline trône sur d'autres sommets, Hamelin, Lebeau, Lortie occupent tout autant des

sièges non moins enviables. Les Myriam en Norvège, les deux Sylvie en bassin olympique, les mots de Plamondon à l'Olympia, les Tremblay en Key West sont nos fiertés. Les Félix et les Vigneault ont, même sans voix parfois, tracé hier à leur façon la voie vers des lendemains qui s'appellent Manic, Outardes ou La Grande, puis Bombardier, Qu[é]b[é]cor et une démocratie nationale devenue un gyrophare de l'humanité tout entière. Le Québec s'est déraciné du XIX^e siècle plus tard que presque tous ses comparables, pour ouvrir un nouveau millénaire avant tout le monde – avant tout le monde. Oui, disons-le sans fausse modestie ! Le Québec est une réussite extraordinaire. D'autant plus extraordinaire que tout, il y a cinquante ans à peine, mais vraiment tout, paraissait contre lui.

Alors quoi, sortie de secours... ?

Le barde de Natashquan nous aurait-il trop chantés pour que la cigale n'en déchanté forcément l'hiver venu ? C'est que, paraphrasant Lemelin, nous sommes « au sommet de la pente douce », nous prévient Jean-François Lisée. Le succès de plusieurs de nos enfants, méritoires ceux-ci, sans contredit mérité celui-là, voile en effet la tangente du parcours, fait écran à la lourde ligne de fond qui n'est pas entièrement écrite, il faut bien se le dire, de la main des Marie Laberge ou des Gaston Miron. D'où l'urgence. D'où secours réclamés.

En dépit de sa formidable vitalité propre, dévoile Lisée par le menu, le Québec est structurellement et constitutivement perdant dans l'ensemble canadien. L'essentiel de la masse papier de son livre montre, démontre, démonte et expose un bilan que l'on peut sans risques qualifier de « sans appel ». Certes, si le Canada n'est pas tout à fait l'enfer (ou le Goulag, disait Lévesque), et qu'il y a et qu'il y aura toujours des problèmes dans un Québec dit « libéré », reste que – et singulièrement depuis le référendum de 1995 qui lui a donné, on le sait, la plus formidable frousse de son histoire – l'État fédéral est fichtrement bien « pavé de bonnes intentions ». Depuis qu'on entend discourir des « coûts de la souveraineté » (comme on dirait : « les coûts de la dignité » ?), il était temps que l'on remette à jour, en colonnes de chiffres et en parcelles d'âme déchiquetée, le prix du laisser-faire et du laisser-vivre si chers aux Québécois qui, plutôt que de faire ombrage à quiconque, préfèrent encore se tapir dans l'inanition de l'obscurité volontaire. « Dites-le moi si j'dérange », comme le reprendrait sûrement à son compte notre sympathique

« Bref, grâce aux trudeauistes et à Jean Chrétien, le pouvoir s'est concentré à un endroit, le gouvernement fédéral, sur lequel les francophones auront de moins en moins de prise. [...] Des francophones québécois énergiques, dynamiques, imaginatifs, agressifs même, ont construit à Ottawa un pouvoir qui sera bientôt, à toutes fins pratiques, hors de portée de leur peuple d'origine. Ce faisant, à aucun moment ce pouvoir n'aura été bénéfique à la majorité des francophones, les Québécois. »

Sortie de secours, Boréal, p. 147.

Jeannette nationale. Or nous en sommes là, pense l'ex-conseiller.

Le poids de l'Histoire

Ce n'est pas d'hier. Déjà en 1837-1838, la violente répression contre les Patriotes se fit à l'encontre même des lois britanniques. La Confédération de 1867 entreprend le voyage sur un pneu crevé et deux autres à plat : à ses concitoyens, Georges-Étienne Cartier promet sur l'entente un référendum qu'il ne tient pas, sachant qu'il ne passerait pas la rampe auprès des « Canadiens » (ces Québécois avant la lettre). L'élection à l'automne de cette année-là, que les politiques voulurent interpréter comme un plébiscite de cet accord, fut largement et ouvertement frauduleuse. Dans ces conditions, et nonobstant en outre les menaces à l'égard de ses ouailles de la (toute ?) puissante Église déjà commise dans le dossier, presque la moitié de l'électorat québécois s'opposa tout de même au parti de la confédération. Dans le cadre d'une élection vraiment libre et honnête, et même selon les standards assez laxistes du temps, le nouveau pays n'aurait jamais vu le jour. Plus qu'un malentendu, plus qu'« une erreur qui a réussi », pour parler à la Sartre, le Canada est une usurpation. *Ab ovo*. Or un pays né du mensonge, appuyé sur des assises à ce point bancales, peut-il espérer survivre indéfiniment à son vice congénital ?

1942 : Les Québécois sont soumis à la conscription alors que le premier ministre Mackenzie King leur avait promis solennellement qu'il ne l'imposerait pas. 1949 : très douteux référendum (là aussi, fraudes et manipulations ont largement joué) qui permit par la peau des dents à Terre-Neuve d'entrer au sein du jeune État. À compter des années 1960, le Canada s'est littéralement comporté comme un État policier, avant aussi bien que pendant et après la crise d'Octobre 1970. Cible : « *The Quebec Problem* ».

Les actes illégaux et les abus de pouvoir de la police fédérale et de ses multiples agents et instruments à l'échelle dite « provinciale », et ce sur ordre implicite ou explicite d'Ottawa, ne se comptent plus : infiltration dans des instances légales et démocratiques, le Parti québécois en particulier dont la GRC a volé la liste des membres, agents provocateurs, faux communiqués terroristes, incendies criminels, écoute électronique, etc. Sans oublier assurément la « Loi des mesures de guerre » en sol québécois, qui a donné libre cours à une licence qui aujourd'hui encore donne des frissons dans le dos : « Pendant la crise d'Octobre [écrit Jean-François Lisée] plus de 500 Québécoises et Québécois étaient emprisonnés pour délit d'opinion dans ce qui constitue, en Occident, une des plus graves entorses aux libertés enregistrées en temps de paix » (p. 284). On terminera ici sur le rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982, processus duquel le Québec fut évacué comme un « joueur » négligeable. Depuis lors, les Québécois vivent dans un pays dont ils ne reconnaissent pas la Constitution. *So what ?* semblent dire nos « compatriotes » d'un autre monde qui, *de facto*, se sont pour ainsi dire eux-mêmes séparés du Québec.

En deçà de cette Histoire depuis le jour d'hui, durant les dernières années le Québec n'a cessé de régresser dans la cartographie mentale canadienne : aux plans politique, social, économique (malgré, actuellement, un sursaut ponctuel et conjoncturel de nature essentiellement continentale). De grandes réussites individuelles ou corporatives, certes on l'a dit. Mais affaissement collectif sans précédent par ailleurs. Jean-François Lisée devient ici un détective et un archiviste de premier niveau. Constats économiques, difficultés budgétaires, érosion du pouvoir d'État, reculs linguistiques marqués, difficultés démographiques, vieillissement de la population et ses conséquences. Tout ce travail d'observation et d'analyse se voit exécuté à la lumière de maints documents, études de toutes sortes, générales, techniques ou pointues, sondages finement épulés, etc.

« Dans la course au pouvoir, les Québécois d'Ottawa ont gagné »

Pour mémoire, voici quelques-uns des symptômes indiscutables de ce recul en force de la collectivité québécoise (liste non exhaustive ; on se référera au livre pour le détail) :

– Le sous-investissement fédéral chronique au Québec en matière de dépenses productives. Ça « tient de l'hémorragie »,

« Pour les Québécois, qui forment à peine 2 % de la population du continent et qui vivent aux portes de la plus grande puissance linguistique et culturelle que le monde ait connue, la désinvolture en matière linguistique n'est pas une option responsable. »

Sortie de secours, Boréal, p. 203.

dit l'auteur : « Ce n'est pas une vaine querelle. Pris sur une base annuelle, le sous-investissement fédéral représente un manque à gagner de plus d'un pour cent du produit intérieur brut du Québec et une absence de 30 000 emplois directs. Dix fois l'usine de GM de Boisbriand lorsqu'elle tournait à plein régime » (p. 31). Bref, impôts québécois littéralement détournés vers l'Ontario.

– Réduction du déficit fédéral effectué à 79 % (!) par la réduction des transferts aux provinces (cela s'appelle « pelletage » inouï et déresponsabilisation).

– Refus systématique du gouvernement du Parti libéral du Canada de revoir le cadre fédéral en dépit d'une victoire moins que mince au référendum de 1995 (la ligne de la parfaite intransigeance sinon de la terre brûlée).

– Réforme de l'Assurance-chômage devenue une Assurance-emploi injuste pour 60 % (!) des travailleurs ainsi que pour les provinces. Résultats collatéraux très lourds pour le Québec : il s'occupe, par l'intermédiaire de la Sécurité du revenu, de ces 60 % non admissibles au programme fédéral, et ce à même des fonds grevés en conséquence, on le sait, de la diminution des transferts d'Ottawa. Étranglement de toutes parts.

– Harmonisation de la taxe du Québec et de la TPS. Le gouvernement canadien accorda un (1) milliard de dollars aux provinces maritimes pour ce faire. Québec ? Néant.

– Crise du verglas de l'hiver 1998. Pertes de 500 millions de dollars pour Hydro-Québec. On parle d'un milliard de dollars au total. En vertu des programmes existants (ainsi qu'il en a été au Manitoba et à Terre-Neuve dans les dernières années, eu égard à des catastrophes naturelles analogues), le fédéral devait assumer l'essentiel des coûts et pertes. Conséquence : remboursements de l'ordre du symbolique... Iniquité flagrante, révoltante.

– Bourses du millénaire. Programme fédéral de bourses aux étudiants (l'éducation est pourtant une prérogative ferme des provinces). Or au Québec, accord unanime afin d'investir l'équivalent de ces sommes dans le réseau des universités lui-même. Fermeture d'esprit confinant au

non-sens. (Entente cahin-caha survenue plus tard.)

– Invasion du pouvoir fédéral de dépenser. De façon générale, depuis une demi-décennie, le gouvernement de M. Chrétien « saigne » littéralement les budgets provinciaux de l'éducation, de la formation de la main-d'œuvre, de la santé et des services sociaux, pour revenir à la charge en procédant à des investissements directs – à sa manière et selon ses propres règles. *Exit!* le gouvernement québécois *de ses propres affaires...*

– Français : régression ! Outre le saccagement de la Charte de la langue française depuis son avènement en 1977, de manière plus factuelle on constate une puissante lame de fond : retour en force de l'anglais au travail, à Montréal en particulier, transferts linguistiques lourdement négatifs (60 % au Québec, 75 % sur l'Île ! ce qui inclut même des francophones et des francotropes), respect mitigé et relatif de la Loi relativement à l'affichage et autres pratiques commerciales connexes, assumption et ses conséquences de l'interface anglaise dans le cadre des communications avec le reste de l'Amérique du Nord (quand ce n'est pas avec l'Europe francophone elle-même...) : mondialisation, commerce, échanges scientifiques et culturels, inforoutes. Bref, relâchement général, miné au demeurant par la mauvaise conscience, la culpabilisation et la fatigue sinon l'épuisement quant à la capacité de *résistance* des Québécois.

– Offensive législative marquée du gouvernement canadien dans des domaines de compétence des provinces, ou partagée. *Exit* encore...

– Travail forcené de « visibilité » du Canada au Québec (les drapeaux de la ministre Sheila Copps, subsides de toutes sortes dans cette perspective, financement massif des groupes anglo-allophones, demande aux artistes subventionnés de faire la promotion de l'unité nationale [!], etc.). En un mot : le Canada s'est littéralement doté d'un ministère de la propagande.

– Projet de loi C-20 (adopté depuis la parution du livre de Jean-François Lisée en vue de cadenasser le droit du peuple québécois à l'autodétermination. Loi inique et antidémocratique, qui au surplus charcute au plan international l'idée même, acceptée jusque-là, d'un Canada au-dessus de tout soupçon en matière de droit.

– Irrespect au Canada, y compris dans son gouvernement, de la Loi québécoise sur les consultations populaires. En 1980 et 1995, le Canada s'est permis de dépenser des sommes fabuleuses sous le parapluie du NON, alors que, par équité pour les deux options, les budgets

« Pendant le dernier tiers du XX^e siècle, le peuple québécois a eu le malheur, d'abord, de ne trouver à la tête du Canada aucun chef de gouvernement désireux ou capable d'adapter la fédération canadienne à la spécificité québécoise ; ensuite, de ne trouver en lui-même un élan suffisamment mobilisateur pour forcer le destin qu'à une époque où le premier ministre du Québec qu'il s'était choisi a manœuvré pour l'empêcher de l'exprimer [Robert Bourassa, au lendemain de l'échec en 1990 des Accords dits du lac Meech]. Au tournant de l'an 2000, le peuple québécois a le malheur d'être gouverné, à Ottawa, par deux des siens [Jean Chrétien et Stéphane Dion (on pourrait ajouter Paul Martin)] qui ont accumulé suffisamment de pouvoir sur l'appareil d'État et de mépris pour la démocratie pour lui barrer efficacement la seule route qui pourrait le mener en ligne droite vers sa liberté et lui permettre d'échapper de façon sûre à son déclin. Il ne lui reste, mais c'est énorme dans les circonstances, qu'une sortie de secours. »

Sortie de secours, Boréal, p. 361.

devaient être comptabilisés et ne pas franchir le maximum prévu par ladite Loi. Derechef : arrogance et mépris de la démocratie.

– (Pas fini les enfants ! mais il suffira pour aujourd'hui. N'insistons pas sur la *Nuit blanche.*)

« Avec quel impact sur l'intention de vote souverainiste ? Nul. Zéro. Néant. »

Le pouvoir des Québécois sur leurs propres affaires diminue comme peau de chagrin. Acculés au mur de manière si rude et si manifeste, voire limpide, il est clair qu'ils saisiront, ces Québécois, que leur intérêt bien compris réside désormais, plus que jamais et sans détour dans la prise en main de leur destinée. Eh bien non ! madame. Tous les indicateurs laissent entendre actuellement que les citoyens ne sont nullement tentés par l'Indépendance (en dépit du fait pourtant qu'ils ne soient que 13 % à s'accorder sans difficultés majeures du *Canada as is*) : « Au couchant d'une décennie tourmentée et à l'aube d'un siècle incertain [...] tentés par le déni plus que par le combat [...] les Québécois s'accoutument au renoncement » (p. 365). Le Québec aurait-il définitivement perdu

« Au couchant d'une décennie tourmentée et à l'aube d'un siècle incertain, les Québécois s'accoutument au renoncement. Conscients que quelque chose ne tourne pas rond, désenchantés face à un projet national dont la faiblesse centrale est l'absence [prévisible] de succès, tentés par le déni plus que par le combat, ils ne sont pas d'humeur aux grands départs, d'autant qu'un pouvoir fédéral allergique à la démocratie leur barre désormais le passage. »

Sortie de secours, Boréal, p. 365.

le sentiment propre de lui-même ? A-t-il d'ores et déjà fait son nid plus ou moins sciemment, et préféré à la liberté de ses facultés dans l'affirmation la délivrance de ses chaînes dans la dissolution ?

Or en ces conditions, pense Jean-François Lisée – qui indubitablement aime la vie et sa patrie alors qu'il vient à l'instant de nous étaler les sept cent quatre-vingt-douze raisons de réaliser l'Indépendance –, il nous faut absolument trouver une solution de remplacement à cette descente invraisemblable, molle, presque heureuse, dans l'insignifiance et la dépersonnalisation. Sinon notre déclin collectif se poursuivra exponentiellement, vertigineusement. Irréversiblement.

D'où enfin l'urgence d'une véritable prise de conscience collective de l'état des lieux, d'une part (aspect pédagogique), la nécessité d'une tentative de *ressaisissement* d'autre part (aspect dynamique, décisionnel, énergisant). Mais encore. De quelle façon ? C'est ici surtout que les avis, dont le mien tout modestement, se scindent quant aux moyens préconisés par l'ex-conseiller politique. Ce qui incidemment expliquera que je n'accorderai pas de longs développements au « dénouement » de ce roman tragic-ô combien-réaliste.

« La morale est qu'il faut entreprendre ce qui peut réussir, non ce qui devrait réussir »

Après avoir démontré par a + b que la seule voie d'avenir intelligente du Québec réside dans sa Souveraineté, après avoir pris acte ensuite que contre tout bon sens les Québécois oblitèrent volontairement cette voie de libération (« c'est la victoire de l'arrogance [fédérale] sur la résistance [québécoise] »), eh bien il nous resterait en dernier ressort, dans un cri aux accents mironiens, à nous dire une forme de OUI à nous-mêmes. Et ce afin d'espérer

provoquer un retournement d'abord d'ordre psychologique (une espèce d'électrochoc qui sortirait le Québec, à tout le moins au plan psychique, de sa torpeur dangereusement léthargique), mais également efficace et pratique ensuite. Car, sur la foi de sondages raffinés commandés par l'auteur, qui d'ailleurs corroborent d'autres documents semblables produits au fil des ans, les Québécois seraient prêts à rapatrier (à l'intérieur du cadre fédéral) un bon nombre de pouvoirs qui actuellement leur échappent, en tout ou en partie. Les Québécois, vraisemblablement, miseraient sans difficulté sur ce que j'appellerais pour ma part un « Allaire référendé » (consulter l'extrait de la page 398). C'est la solution proposée par Jean-François Lisée. Pas d'Indépendance, en tout cas certainement pas dans le meilleur des cas avant une autre génération, mais un Québec quand même renforcé, ragaillard.

Or :

1 - Non seulement le *Rest of Canada* n'a pas bougé d'un *iota* depuis le référendum de 1995, parole populaire qui l'a pourtant mené au bord du gouffre, mais il a révélé depuis lors une intransigeance à l'égard de la nation québécoise qui s'apparente à un véritable régime de tyrannie. Il est extrêmement clair à mes yeux que le Canada joue son « quitte ou double » : ou le Québec quitte (s'il en a le courage...), ou il se tait enfin et s'écrase définitivement au sein de la *Federation*. Aussi qu'a-t-il à faire, ce Canada, d'un « Oui ! Oui ! » entre Québécois... ? Aucune obligation de résultat (« le couteau sur la gorge », dont parlait Léon Dion), en effet, n'accompagne pareille démarche en forme de soliloque.

2 - Dans l'éventualité d'un OUI (ce qui nonobstant les sondages n'est tout de même pas une formalité) – lequel se verrait offrir pour la dixième fois (en cohérence avec cette politique *exacerbante* du « quitte ou double ») une fin de non-recevoir catégorique du ROC –, il est vrai par ailleurs, comme l'envisage Jean-François Lisée, que cette « affirmation de soi » pourrait peut-être inoculer une dose régénératrice de confiance chez les Québécois, et ainsi possiblement provoquer un *momentum* dont il pourrait être permis d'espérer de belles promesses... Après tout, rien n'est vraiment impossible à un peuple lorsqu'il croit profondément en lui-même, et qu'il se solidarise (je dirais : se *solidifidarisé*) ainsi qu'un seul homme dans l'harmonie de sa pensée, de son sentiment et de son action. Sauf que voilà beaucoup de « si » en balance... Mais surtout :

3 - Ce OUI pourrait non moins se tourner en son contraire. Quelle terrible

défaite que serait pour le Québec tout entier de se dire OUI en pure perte ! Pour rien. Se dire pour rire... Il n'est pas dit qu'il s'en relèverait, cette fois. Et à ce titre, Jean-François Lisée touille une donne qui devient rien moins qu'explosive.

4 - Imaginons maintenant la pire des hypothèses, pas totalement farfelue compte tenu de notre pathologie nationale rédhitoire (en un mot : notre crainte infantile de la Liberté) : on dit, on se dit, effectivement NON... Résultat ? On vient de se tirer non pas dans le pied, ni même les deux. On se tire dans la tête. Par ici les cadavres de l'Histoire.

Je pense, Jean-François Lisée, qu'il faut entreprendre ce qui doit réussir par les voies qui peuvent réussir. La dignité est à ce prix. Cela dit, je ne voudrais pas être le premier ministre. Ni son conseiller.

J'aimerais voir en librairie, expurgé de ses propositions de référendums sectoriels, un condensé de cet ouvrage sous la forme d'un précis de 80 pages qui pourrait porter un titre comme, par exemple, ainsi paraphrasant l'auteur : *Les Coûts de la Non-Souveraineté*. Ou sinon, pourquoi pas, sur un ton un tantinet cabotin : *Jean-François ? Lisez !* Car il faut saluer haut cet extraordinaire effort de dévoilement du fil logique qui parcourt les pourquoi de la nécessité de l'avènement du pays de Gilles Vigneault.

Entre-temps, *Avec le temps*, il nous faudra bien admettre avec Léo Ferré que « la mélancolie, c'est ce qu'on voudrait sans devoir choisir ». Saturniens, les Québécois... ? **NB**

En terminant, et par acquit de conscience, débusquement des quelques rares coquilles d'un ouvrage par ailleurs clair et, bien qu'il fût lui-même conçu dans un climat d'urgence, rédigé dans une langue agréable : « On ne peut pas [contester] » (?) (p. 223, ligne 1) ; « des cartes [insensées] » (p. 249, l. 5) ; « passages [embarrassants] ? » (p. 286, dernier alinéa) ; « [Quel] que soit son résultat » (p. 365, l. 9/10) ; « toujours [dù] y être » (p. 388, pénultième alinéa).

1. *Sortie de secours, Comment échapper au déclin du Québec*, par Jean-François Lisée, Boréal, Montréal, 2000, 430 p. ; 29,95 \$.

Jean-François Lisée a publié : *Dans l'œil de l'Aigle*, Boréal, 1990 ; *Carrefours Amérique*, Boréal/La Découverte, 1990 ; *Les prétendants*, Boréal, 1992 ; *Le tricheur*, Boréal, 1994 ; *Le naufrageur*, Boréal, 1994 ; *Sortie de secours, Comment échapper au déclin du Québec*, Boréal, 2000.